



POLITIQUE

L'Alsace pose les bases d'une nouvelle collectivité

« AU MOMENT où Paris est à la peine avec les territoires et avec l'Europe, la collectivité européenne d'Alsace prend tout son sens. Elle ancre l'Europe dans le quotidien », se réjouit Frédéric Bierry (LR), président du conseil départemental du Bas-Rhin et de la commission Solidarités de l'ADF.

Avec son homologue haut-rhinoise, Brigitte Klinkert (LR), ils assisteront aujourd'hui à la signature du nouveau traité franco-allemand, à Aix-la-Chapelle. Dans cet esprit, tous deux viennent de présenter leur « stratégie transfrontalière », un axe fort de la future collectivité, qui sera créée le 1^{er} janvier 2021 pour tenter de contrer le « malaise alsacien », né de l'intégration dans le Grand Est. Mais pas question de rallier le Bade-Wurtemberg, comme l'ont prétendu certains blogueurs !

Si l'échéance à deux ans semble lointaine, il n'y a pas un moment à perdre, répètent Bierry et Klinkert à ceux des Alsaciens qui tablent sur le grand débat pour remettre en cause le périmètre de la grande région. « Pragmatiques », ils préfèrent s'en tenir à l'accord, signé avec l'État et le Grand Est, le 29 octobre 2018 à Mâtignon. « Au-delà d'une fusion simple

des deux départements, la nouvelle Alsace bénéficiera de compétences supplémentaires, dans l'esprit de la différenciation cher à Emmanuel Macron. S'il n'est pas question de statut particulier dans le projet de loi qui sera présenté en février au Conseil des ministres, il s'agit bien d'une structure inédite. » Les relations avec l'État sont au beau fixe. Dans le droit-fil du rapport du préfet Jean-Luc Marx, qui avait identifié un « désir d'Alsace », le gouvernement a bien inscrit dans son texte, à l'étude au Conseil d'État, les transferts à la nouvelle collectivité. Il est question des routes nationales, avec la possibilité d'introduire un péage pour les camions sur l'axe nord-sud, de la politique de bilinguisme allemand et de la coopération transfrontalière pour laquelle la collectivité d'Alsace sera chef de file.

À l'inverse, les négociations des transferts de la région sont poussives. « Nous avons le pied sur l'accélérateur, eux sur le frein », résume Frédéric Bierry, même si le conflit autour de l'agence de développement économique a été réglé, le président bas-rhinois en conservant la présidence. Mais il y a des tensions autour du tourisme, avec la création d'un comité régional Grand Est qui concur-

rence l'agence Destination Alsace, mise en place par les départements. Sans parler de la culture, de la politique de mémoire et même de l'interreligieux, tous domaines gérés en son temps par la région Alsace, que le Grand Est veut conserver.

Pour le président de la région – et premier adjoint de Mulhouse –, Jean Rottner, pris entre les Alsaciens et ses collègues lorrains et champardenais, il s'agit « de réfléchir et de dialoguer pour définir la meilleure stratégie possible, notamment en matière de tourisme ». « Nous allons nous rencontrer rapidement avec Frédéric et Brigitte », annonce-t-il, reconnaissant implicitement les relations difficiles entre les trois présidents LR. « Le Grand Est veut rendre irréversible un certain nombre de politiques sur son territoire », pointe le député LR Patrick Hetzel. Il fait partie des élus et personnalités de la société civile qui ont créé un Mouvement pour l'Alsace, présidé par le sénateur et conseiller régional André Reichardt, en conflit ouvert avec Jean Rottner. Un sujet que le président LR, Laurent Wauquiez, qui sera en Alsace demain et jeudi, ne pourra pas éluder. † ■

par Yolande Baldeweck

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

« La Collectivité « européenne d'Alsace ancre l'Europe dans le quotidien » FRÉDÉRIC BIERRY (LR), PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU BAS-RHIN

